

Communiqué de presse

Première en Suisse

Une aide existe : une campagne Action Innocence et DIS NO s'adresse aux personnes qui consomment des images pédopornographiques

Lausanne / Genève, le 27 octobre 2025 – **Pour la première fois en Suisse, une campagne grand public s'adresse directement aux personnes qui consomment du matériel pédopornographique en ligne. Son but est de les informer de l'existence de la ligne d'écoute confidentielle et non-jugeante de DIS NO. Ce service de répondance offre un espace de dialogue pour ne pas rester seul-e et trouver de l'aide, des éléments clés en matière de prévention et dans la perspective de mettre un terme à ces agissements.**

La campagne aborde une problématique qui doit être traitée sans tabou : les personnes qui recourent à ces images et vidéos doivent pouvoir être aidées, l'objectif demeurant de protéger les enfants et les adolescent-es en évitant qu'ils et elles ne deviennent des victimes.

Il est également question d'interpeller les autorités : face à l'ampleur du phénomène, les moyens sont insuffisants et le sujet doit être empoigné par la Confédération et les cantons.

Le spot (version 30 sec.) peut être visionné ici : <https://www.youtube.com/watch?v=ph1tLqJHjlc>

La ligne d'écoute DIS NO est accessible au 0800 600 400, par e-mail (aide@disno.ch) et par un service de tchat en ligne – toutes les informations sur disno.ch.

« J'aimerais tellement revenir en arrière et, cette fois, pouvoir dire non » : le fil rouge de la campagne *Stop à la consommation d'images pédopornographiques en ligne* s'incarne dans le quotidien d'un père de famille qui, le soir venu, se réfugie derrière son écran pour visionner des images d'abus sexuels d'enfants.

Fedpol : plus de 15 000 signalements en 2024

Des contenus pédopornographiques plus nombreux et accessibles, une consommation facilitée sur les forums du darknet notamment : la Suisse – qui était par ailleurs le 4^e hébergeur mondial d'URL liés à ce type de matériel en 2023 ! - n'échappe pas à cette tendance :

- En 2024, pour la Suisse romande uniquement, DIS NO a reçu 314 sollicitations issues de 138 personnes (2023 : 204 sollicitations de 81 personnes). Pour 72 % d'entre elles, l'objet de la prise de contact concernait la consommation de contenus pédopornographiques (contre 52 % en 2023). L'année en cours confirme un accroissement préoccupant, avec trois à quatre nouvelles personnes contactant DIS NO chaque semaine.
- Fedpol a reçu 15 736 signalements du *National Center for Missing & Exploited Children* (NCMEC) en 2024, l'organisme américain qui centralise les annonces de contenus pédopornographiques détectés par les plateformes et réseaux sociaux comme Google, Facebook, Instagram ou Snapchat. C'est environ 1300 de plus qu'en 2023. De ces signalements, 2038 ont été transmis aux polices cantonales pour investigations.

Une problématique de santé publique, des moyens lacunaires

Au contact du terrain, DIS NO le constate au quotidien : la consommation de contenus pédopornographiques est un phénomène mal appréhendé : « Il s'agit d'une problématique de santé publique insuffisamment prise en charge. Les préjugés sociétaux et la peur du jugement freinent trop souvent la recherche d'aide chez les personnes concernées, perpétuant ainsi un phénomène aux conséquences multiples », affirme Hakim Gonthier, Directeur de DIS NO.

Globalement, les services compétents manquent de ressources pour assurer une prise en charge ciblée et efficace. De même, les efforts en recherche et en formation sur ces thématiques restent insuffisants, tout comme le nombre de thérapeutes spécialisé-es - même si des disparités cantonales existent.

Pour Hakim Gonthier, « DIS NO répond par une écoute confidentielle et sans jugement, fournit un espace pour briser l'isolement et engager un processus de changement. Néanmoins, l'ampleur du problème dépasse largement les ressources actuelles, rendant impératif un investissement accru des autorités en matière de prévention au service de la protection des enfants ».

Une campagne qui bénéficie des expériences croisées de deux organismes

La campagne bénéficie des connaissances de terrain de DIS NO et de l'expérience d'Action Innocence en matière de prévention. Partenaires depuis 2023, les deux organismes promeuvent une approche préventive, en complémentarité avec les dispositifs répressifs existants.

Dès 2003, Action Innocence, dans le cadre de son programme AntiPedoFiles, a développé un logiciel de traque et l'a remis gratuitement aux services de police qui ne disposaient alors que de peu d'outils pour lutter contre la pédocriminalité en ligne. Utilisé jusqu'en 2018, il a permis l'interpellation de milliers d'individus dans plusieurs pays.

« Au travers de cette campagne, Action Innocence apporte un volet prévention inédit à son programme AntiPedoFiles. En ciblant les personnes qui consomment des images pédopornographiques, il s'agit de ne plus faire porter le poids de la prévention uniquement sur les enfants », précise Tiziana Bellucci, Directrice générale d'Action Innocence.

À propos de DIS NO (<https://disno.ch>) – Créée en 1995 à Lausanne, l'association DIS NO est un acteur de la prévention de la maltraitance et des abus sexuels envers les enfants. Elle met en œuvre des mesures ciblées pour accompagner les personnes préoccupées par des pensées ou des comportements impliquant des mineur-es, que ce soit pour elles-mêmes ou pour autrui. En parallèle, l'association œuvre à la sensibilisation et à la formation des professionnels de la santé et du social. DIS NO est notamment soutenue par la Confédération, le Canton de Vaud et la Fondation Action Innocence.

Action Innocence (www.actioninnocence.org) a été créée à Genève en 1999. Sa vocation première a été de pointer du doigt les dérives naissantes d'Internet, en particulier de dénoncer son utilisation dans le domaine de la pédocriminalité. La Fondation a ensuite développé des modules de prévention à l'intention des enfants, afin de les informer des risques liés à Internet tels que la confrontation à des images choquantes et illégales, la diffusion d'informations personnelles, les mauvaises rencontres, le sexting et le cyberharcèlement. Depuis 25 ans, ses actions évoluent avec les innovations technologiques et l'usage qui en est fait. Elle cherche ainsi à promouvoir une utilisation saine des écrans : interventions dans les écoles, production de matériel de prévention, programmes pour les professionnel·les (éducation, social, santé, sécurité), campagnes de sensibilisation, etc.

Contact médias :

Sébastien Bourqui, PRagmatik Communication / sbourqui@pragmatik-communication.ch – 076 380 61 59

Visuels de la campagne à télécharger :

<https://www.swisstransfer.com/d/06df41dd-2684-4efd-b210-7cd89f87d349>